

Réseaux familiaux et mobilisations politiques. Les « blancs » du Sud-Est de la France (1860-1910)

Bruno Dumons



Édition électronique

URL : <http://cdlm.revues.org/8322>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 103-116

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Bruno Dumons, « Réseaux familiaux et mobilisations politiques. Les « blancs » du Sud-Est de la France (1860-1910) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 92 | 2016, mis en ligne le 15 décembre 2016, consulté le 24 février 2017. URL : <http://cdlm.revues.org/8322>

Ce document a été généré automatiquement le 24 février 2017.

© Tous droits réservés

Réseaux familiaux et mobilisations politiques. Les « blancs » du Sud-Est de la France (1860-1910)

Bruno Dumons

- 1 L'histoire des « blancs » dans l'historiographie politique de la France contemporaine s'apparente le plus souvent à l'histoire d'un échec et d'une longue agonie au XIX^e siècle, malgré les tentatives de restauration avec Louis XVIII et Charles X ou d'ultime accession au trône, celle avortée par le comte de Chambord en 1873. La perte progressive des mandats politiques nationaux puis locaux au profit des républicains a conduit les partisans de l'Ancien Régime et de la Contre-Révolution à se désengager des processus de l'élection et du vote, impliquant une raréfaction du nombre de parlementaires monarchistes incarnés par les figures célèbres du baron de Mackau ou du notable catholique Albert de Mun¹. Malgré cela, la géographie politique du second XIX^e siècle témoigne de l'existence de terres de fidélité et de fiefs attachés aux idées et aux valeurs de la royauté². Depuis les travaux classiques d'André Siegfried, la France de l'Ouest en est un exemple, en particulier le môle breton, mais pas exclusif. En effet, Michel Vovelle a bien souligné la persistance d'un Midi « blanc » face à un Midi « rouge » qui, depuis la Révolution, s'étend le long de la Méditerranée du Roussillon à la Provence varoise³. Ce Midi « blanc », exalté par Maurras et chanté par Mistral, possède même ses « petites Vendées » entre Nîmes, Uzès, Beaucaire et Carpentras avec des bastions dans le Var intérieur autour de Brignoles, du Beausset et de Lorgues⁴. Par la vallée du Rhône, ce pays « blanc » est en étroite relation avec l'important foyer contre-révolutionnaire établi dans la capitale des Gaules, remontant jusque dans les campagnes du Lyonnais et du Beaujolais. Toutes ces terres « blanches » du Sud-Est de la France qui constituent des zones de résistance aux idées républicaines, ne sont pas isolées entre elles. Bien au contraire, elles sont en étroite relation les unes aux autres, en particulier par les liens familiaux qui unissent les partisans les plus engagés dans le combat contre-révolutionnaire. Ces liens assurent la solidité de réseaux sur plusieurs générations et perpétuent une culture politique en déclin sur le champ de bataille électoral mais encore bien vivace dans les

mémoires et les pratiques sociales caractérisant cette partie de la France méridionale. En se limitant à cet espace géographique, notre propos tentera modestement de mettre en lumière quelques lieux emblématiques où une culture politique « blanche » s'est perpétuée grâce à la vitalité de réseaux familiaux tandis que se dessine durablement la victoire républicaine à la fin du XIX^e siècle.

Cultes mémoriels et généalogies familiales

- 2 L'attachement au système politique de la monarchie est d'abord consubstantiel au culte rendu à la famille royale, principalement celle des Bourbons tant qu'il existe un héritier direct jusqu'en 1883. Ce culte s'est même renforcé dans les milieux légitimistes avec les exils successifs des prétendants et de leurs familles. Marie-Thérèse de France, première fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, nièce de Charles X, en jouit jusqu'à son décès en 1851 à Frohsdorf en Autriche⁵. Son neveu, le comte de Chambord, lui succède dans ce culte⁶. Bon nombre de monarchistes feront le pèlerinage de Frohsdorf pour rencontrer la famille royale en exil et renforcer leur conviction politique⁷. Certains s'y rendent régulièrement comme le notable agrarien du Haut-Beaujolais, Gabriel de Saint Victor, effectuant pas moins d'une douzaine de voyages jusqu'à la mort du prince⁸. Ces visites donnent lieu à des récits de voyage comme des missionnaires revenus au pays. En novembre 1880, le négociant en tissus Paul Girard prononce une conférence au Cercle des Amis de l'Ordre d'Avignon afin de relater l'audience qu'il a obtenue auprès du dernier héritier des Bourbons⁹. La famille royale en tant que principe dynastique apparaît donc comme un élément constitutif de l'identité politique contre-révolutionnaire, d'autant plus qu'elle s'insère dans un ensemble plus vaste de groupes familiaux au pouvoir ou en exil, à l'échelle des monarchies européennes¹⁰.
- 3 Un culte semblable est rendu à des familles martyres qui ont été victimes des foudres de la Convention lors du « siège de Lyon » en 1793. À la suite d'une terrible répression, près de deux mille personnes sont exécutées parmi lesquelles bon nombre appartiennent à des familles de la noblesse et de la bourgeoisie lyonnaise¹¹. L'érection d'un monument et d'une chapelle expiatoire contribue à entretenir leur souvenir qui va hanter la mémoire des élites de la ville jusqu'à en faire une des caractéristiques d'une « âme lyonnaise »¹². Une liste des victimes a été dressée, publiée et commentée, donnant à la ville une image de « cité martyre »¹³. Le culte mémoriel est aujourd'hui entretenu par l'association « Lyon 93 »¹⁴.
- 4 Un des artisans de la perpétuation de cette mémoire sacrificielle à la fin du XIX^e siècle a été Maurice de Boissieu. Cet érudit lyonnais participe activement en 1889 à la tenue d'une assemblée provinciale du Lyonnais, Forez et Beaujolais. Cette manifestation qui fait office de véritable « contre-centenaire » de 1789, réunit des personnalités et des notables appartenant au parti de la fidélité dont les patronymes sont là encore attachés à des familles martyres de 1793¹⁵. On y retrouve les représentants des familles Boubée, Chalandon, Jourda de Vaux, Ravier du Magny... mais également Alexandre Bergasse, avocat d'une célèbre famille marseillaise. En effet, un de ses aïeux, Dominique, alors négociant à Lyon, a été condamné à la guillotine par la commission révolutionnaire, le 9 décembre 1793¹⁶. Son frère Nicolas en réchappe. Alexandre Bergasse a conservé précieusement les documents qui font état de ce héros, mort en martyr, perpétuant au sein du groupe familial l'héritage contre-révolutionnaire. Son frère Henry, négociant et armateur à Marseille, professe les mêmes convictions politiques¹⁷. Il participe lui aussi à

un contre-centenaire de 1789 qui se tient dans le cadre similaire de l'assemblée provinciale de Provence, une semaine après la réunion de Lyon¹⁸. S'y retrouvent les représentants de l'armorial provençal et les plus fidèles partisans de la légitimité comme les familles nobles de Blacas, de Fonscolombe, de Gombert, de Raousset, de Rasque de Laval, de Ruffo-Bonneval, de Sabran-Pontevès, de Villeneuve-Bargemon...

- 5 Parmi les trois secrétaires du comité d'organisation que compte cette assemblée provinciale de Provence, se distingue le comte Just de Villechaize. Ayant également participé à celle qui s'est déroulée à Lyon une semaine plus tôt, il incarne les liens qui unissent ces « blancs » de Provence avec ceux de la province du Lyonnais. Ce grand propriétaire foncier partage son temps entre la cité phocéenne et le Forez. Ainsi, à la mauvaise saison, il réside dans une belle villa sur la Corniche, ce qui lui permet d'entretenir de solides relations dans les salons marseillais de la bonne société catholique et monarchiste. L'été, il est installé dans son fief familial du Forez, un château de style médiéval, au cœur d'un immense domaine agricole et forestier sur la commune de Noirétable dont il sera le maire jusqu'en 1926. Ce notable agrarien a été auparavant zouave pontifical et créé comte romain, illustrant ainsi la multiplicité des mobilisations politiques dont usent ces personnalités contre-révolutionnaires. L'autre lien qui unit cette famille monarchiste, entre la Provence et le Forez, est d'ordre matrimonial. En effet, l'épouse du comte de Villechaize est Marguerite Baudouin-Gounelle, issue d'une riche famille de la bourgeoisie catholique de Marseille dont le père, Louis Baudouin, est un industriel en huilerie et sa mère, Marie-Louise Gounelle, héritière de la prestigieuse villa Valmer sur la Corniche¹⁹. Elle est alors l'organisatrice de la Ligue des Femmes Françaises sur Marseille et dans le Forez²⁰.
- 6 Le culte de la mémoire contre-révolutionnaire se recharge donc régulièrement par l'usage d'une symbolique, constituée d'événements et de lieux spécifiques qu'il convient de célébrer dignement afin de pouvoir transmettre cette culture politique aux générations suivantes. Encore faut-il connaître ces générations et les familles qui les composent ? C'est en particulier une des finalités de la construction des généalogies au sein des familles nobles et bourgeoises des provinces de France à la fin du XIX^e siècle. Désormais, les recueils généalogiques, les armoriaux et les nobiliaires provinciaux se multiplient²¹. Leur tirage demeure restreint puisqu'ils sont principalement destinés à ces familles ayant été dispersées par les exils politiques et les mobilités sociales au cours du siècle écoulé. En ces premières années du XX^e siècle, un jeune conseiller à la Cour des Comptes, Henri de Jouvencel, issu d'un vieux lignage dauphinois, publie successivement deux ouvrages généalogiques, l'un en 1907 sur la noblesse du Lyonnais, l'autre en 1911 sur la noblesse du Forez²². Dans le même temps, une succession de publications concerne le Vivarais et le Velay avec deux dictionnaires généalogiques (la Haute-Loire en 1906, la Drôme et l'Ardèche en 1908) ; deux armoriaux (le Vivarais en 1908, le Velay en 1912) ; un livre d'or du Velay en 1910 ; deux recueils généalogiques sur les familles de Montgolfier en 1910 et Jourda de Vaux en 1918²³. Un de ses représentants, Gaston Jourda de Vaux, dont le grand-père Charles a exercé la fonction de gentilhomme à la cour du roi Charles X, s'est entièrement voué à cette mission généalogique avec l'élaboration d'un nobiliaire du Velay en sept volumes entre 1925 et 1933²⁴. Il avait d'ailleurs précisé ses intentions politiques dans l'introduction du livre qu'il a consacré à sa famille :

[...] le plus beau titre dont s'enorgueillit cette famille, celui qui manifeste plus éloquemment ses convictions monarchiques et religieuses et qui lui vérifie sa devise : *Pro Deo et Rege*, c'est l'honneur qu'elle a eu de voir trois des siens immolés

par la Révolution. Leurs noms sont inscrits sur les tables des monuments expiatoires de la Chartreuse d'Auray et des Brotteaux²⁵.

- 7 La mémoire du siège de Lyon comme le culte du martyr constituent donc toujours en 1914 un élément structurant de l'identité politique de ces familles. Le mouvement est similaire en Provence. En Avignon, le notaire Jules de Terris, de vieille noblesse pontificale, édite en 1904 deux volumes sur les lignages nobles du Comtat Venaissin²⁶. Scipion du Roure publie entre 1906 et 1907 l'œuvre de toute sa vie : une vingtaine de volumes généalogiques sur les anciennes familles de la noblesse provençale²⁷. La même année, son ami Lionel d'Albioussé édite un ouvrage sur les fiefs nobles de la région d'Uzès dans le Languedoc voisin²⁸. Ce magistrat au tribunal d'Uzès est aussi un érudit et un historien de la ville dont les convictions monarchistes sont connues. Son père Jules a dû fuir pour échapper à la répression révolutionnaire. Son attachement à la personne de Louis XVIII lui vaut la décoration du Lys. Cette fidélité se poursuit avec ses deux fils : Augustin s'engage dans les zouaves pontificaux, recevant les honneurs des ordres de Saint-Grégoire-le-Grand et de Pie IX, du titre héréditaire de comte romain ; Lionel embrasse les vocations de magistrat et d'historien généalogiste afin de poursuivre la mission mémorielle qui lui incombe depuis son château de Sanilhac²⁹. Ainsi, le développement de la science généalogique et héraldique suscite un véritable engouement au sein des familles de la noblesse et de la bourgeoisie à la fin du XIX^e siècle. Il correspond à la volonté de dresser la cartographie des familles issues de mêmes lignages qui perpétuent une même culture politique « blanche ». Il y a là des sources documentaires inexplorées pour qui veut comprendre le ressort familial en politique. Une meilleure connaissance de ces outils à l'apparence désuète peut permettre de saisir combien la forte endogamie qui caractérise ces lignages est à l'origine de réseaux politiques particulièrement puissants à l'échelle d'un vaste espace comme le Sud-Est de la France où se connectent des familles installées en Provence et en Lyonnais mais aussi en Vivarais et en Dauphiné. Un des lieux privilégiés où s'opère une véritable connexion entre les membres de ces lignées familiales est le collège jésuite.

Fraternités jésuites et expériences combattantes

- 8 Le rétablissement de la Compagnie de Jésus en 1814 et l'interdiction d'enseignement qui frappe les jésuites en 1827, ont conduit à la fermeture des établissements qu'ils avaient ouverts et qui étaient devenus de véritables pépinières contre-révolutionnaires. Des collèges d'exil s'installent en Espagne, en Belgique et en Suisse. C'est à Fribourg que le repli est le plus massif³⁰. Les familles attachées à la légitimité savent combien les pères garantissent une éducation fondée sur la fidélité et la soumission au roi et au pape. Sur ce coin de terre helvétique, là où la contre-révolution constitue un terreau « naturel » et rayonne sur toute l'Europe dynastique, le pensionnat de Fribourg devient une terre d'accueil pour de nombreux élèves français mais aussi espagnols et italiens jusqu'en 1847, date à laquelle le collège sera fermé par la guerre du Sonderbund. Pendant vingt ans, se succéderont près de deux mille élèves, encadrés par 180 pères jésuites. La plupart viennent de France et surtout de cet espace du Sud-Est, de Lyon à Marseille jusqu'à Nîmes et Draguignan. C'est ici que vont se nouer des fraternités et des amitiés politiques autour d'une culture contre-révolutionnaire dont plusieurs générations de jeunes garçons, âgés d'à peine 11 ans, feront l'apprentissage. D'extraction noble dans un cas sur deux, ces élèves de Fribourg constitueront à partir des années 1860 une véritable armée « blanche »

en exil, prête à en découdre contre les républicains sur les terrains militaires comme ceux de la société civile. Ils vouent un culte à la personne du comte de Chambord, seul héritier légitime. À Marseille, la cause du prétendant mobilise les personnalités monarchistes passées par Fribourg. La famille de Damas est de celle-là. Ils sont six frères à y avoir été envoyés. Leur esprit de fidélité est un héritage de leur père. Maxence se souvient avoir été le compagnon de jeux du duc de Bordeaux. Au sortir du collège, il consacre sa vie au service de son ami d'enfance. Quant à deux de ses frères, Amédée et Charles, ils entreront dans la Compagnie de Jésus. Autre grand nom de l'armorial de Provence, la famille de Foresta s'est dévouée auprès du prétendant. Maxence est devenu un de ses conseillers. Revenu à Marseille après 1883, il dirige toutes les œuvres légitimistes de la ville, soutenu par ses amis monarchistes le magistrat Alfred Rostan d'Ancezune, le négociant Balthazard Benausse et l'avocat Charles Teisseire, tous étant passés par Fribourg³¹. Parmi les anciens fribourgeois, se distinguent les représentants des familles « blanches » du Var comme Stanislas de Blacas d'Aups qui s'était enrôlé dans l'armée de Don Carlos avant de partir à Frohsdorf, Raymond de Villeneuve-Bargemon et d'Eugène Gavoty, des patronymes qui préfigurent l'agrarisme conservateur des années 1880. Quelques héritiers des familles légitimistes du Comtat sont aussi passés par Fribourg comme Gaston de Raousset-Boulbon en Avignon ou Charles de Jocas à Carpentras.

- 9 En Lyonnais, les anciens de Fribourg sont également des fils de familles attachés du parti de la légitimité. L'avocat Lucien Brun, sénateur inamovible, en est une des principales figures³². Autour de lui, se distinguent plusieurs condisciples comme le négociant en orfèvrerie religieuse Noël Le Mire et surtout le grand notable agrarien Gabriel de Saint Victor³³. Ce dernier est le petit-fils d'une victime du « siège de Lyon », pérégrinant entre Rome et Frohsdorf jusqu'à devenir un attaché politique du roi³⁴. Député en 1871, il se marie à la fille d'un garde du corps de Louis XVIII, coordonne les réseaux légitimistes dans la région puis devient le représentant français de la cause carliste. Toujours à Lyon, certains anciens élèves de Fribourg comme Cyrille de Nolhac et Vincent Poidebard, ont su transmettre l'étendard de la fidélité à leurs fils respectifs, Stanislas et Alexandre, devenus avocats et juristes aux Facultés Catholiques. Un même héritage familial existe en Forez, notamment chez les rubaniers stéphanois, Christophe et Ferdinand Balaÿ, et les sidérurgistes de Saint-Chamond, Antoine et Henri Neyrand, eux aussi passés par l'exil fribourgeois³⁵. Le relais est ensuite pris par un nouveau collège installé en 1848 à Mongré, près de Villefranche-sur-Saône. Grâce à cet établissement scolaire, la culture politique « blanche », d'essence contre-révolutionnaire, passe de nouveau aux générations suivantes de ces mêmes familles nobles et bourgeoises, toujours attachées à la cause légitimiste. Ainsi, les quatre fils de Lucien Brun marchent sur les traces de leur père. Après avoir étudié chez les jésuites à Mongré et reçu les codes de la culture « blanche », Emmanuel, Henry, Joseph et Lucien deviennent tous avocats et œuvrent par les moyens culturels et sociaux dont ils disposent pour la défense de cet héritage politique³⁶. Ils ont su ensuite conserver les liens qu'ils avaient noués avec leurs camarades de collège comme Charles Jacquier, Pierre Ravier du Magny, Joseph Rambaud, Félix Garcin et Antoine Lestra, pour constituer une vraie communauté de juristes catholiques comparable à un groupe familial où règne un authentique esprit de fraternité³⁷. L'association des anciens élèves de Mongré aura largement contribué à le pérenniser³⁸.
- 10 Une semblable fraternité s'est construite au sein des élèves du collège d'Avignon, devenu depuis 1850 le « nouveau Fribourg »³⁹. On y vient de toute la Provence « blanche », surtout d'Avignon et de Marseille, et dans une moindre mesure de Nîmes, de Carpentras et du Var

intérieur, parfois par fratries entières. La famille Laurens d'Oiselay, installée à Sorgues, confie six de ses fils aux jésuites d'Avignon⁴⁰. Bien connue dans le Var pour ses attachements monarchistes, la famille de Gasquet envoie jusqu'à sept de ses fils au collège d'Avignon⁴¹. Dans la cité des papes, le collège opère un large recrutement familial et entretient de solides liens fraternels grâce au dynamisme de son association d'anciens élèves⁴². Ainsi, l'avocat Léon Bonnet, chef respecté des juristes catholiques du Comtat, président de l'Association, avait été placé par son père Philippe, un des fondateurs de l'établissement, puis lui-même y envoie ses deux fils et ses trois petits-fils comme son frère Julien y a lui aussi placé ses trois fils. Son neveu Joseph Amic intègre également le collège. Devenu également avocat et membre du bureau, il succède à son oncle à la présidence de l'Association. Avec lui, l'étendard de la royauté flotte ostensiblement sur le collège. Ce farouche militant est également le président de la section vaclusienne d'Action Française, véritable icône du Midi « blanc »⁴³. Lui aussi enverra ses deux fils Jacques et Jean y faire leurs études⁴⁴. Le passage par le collège Saint-Joseph d'Avignon aura donc été fondateur pour la communauté des juristes catholiques de Provence. Le barreau monarchiste de Marseille est d'ailleurs incarné par deux anciens élèves du collège, Emmanuel Laugier-Ravanas, fondateur de la Faculté libre de droit, et Just Guigou, doyen de cette même faculté et organisateur du « contre-centenaire » de 1889 à Aix. À Uzès, le président du tribunal Lionel d'Albiouse est lui aussi un ancien du collège d'Avignon comme Léon Rostaing, Scipion du Roure et Jules de Terris. Leur passion de la généalogie a aussi été un témoignage de la force des liens familiaux demeurant au sein de cette communauté scolaire et permettant la transmission de la culture politique « blanche ».

- 11 Ces collèges jésuites ont permis à ces héritiers d'emprunter des chemins originaux de politisation, autres que la voie classique de l'élection. L'un d'eux est l'engagement volontaire dans un combat armé, en particulier pour la défense des états pontificaux. Pour cela, ces établissements scolaires ont été de vraies pépinières de recrutement parmi ces familles qui leur ont confié leurs fils. Les armoriaux et les nobiliaires mentionneront ces engagements de jeunesse, pris au sein des collèges jésuites. Celui de Fribourg se distingue avec un véritable bataillon auquel appartiennent des fils de vieilles familles du Forez et de Provence comme Ludovic de Becdelièvre et Roger de Ruffo-Bonneval⁴⁵. Au sein d'une même famille parfois, cette forme d'engagement politique suscite l'admiration et l'honneur. Ainsi, le grand industriel lyonnais en soierie qu'est Cyrille Cottin, compte deux héros au sein de cette armée pontificale : son frère Paul et son beau-frère Charles Payen⁴⁶. Chez les rubaniers stéphanois de la famille Descours, on se plaît à rappeler l'union de Marguerite en 1878 avec Arthur Jourda de Vaux de Foletier, ancien zouave pontifical, chevalier de l'ordre de Pie IX et médaillé de Mentana⁴⁷. Dans une autre famille noble du Velay, les Jerphanion, cet engagement combattant a été entendu puisque trois frères y ont répondu : Victor, Alban et Frank. Chacun d'eux est passé par le collège jésuite de Mongré. Les deux premiers sont morts au combat. Le troisième en réchappe et revient dans sa famille en héros, auréolé des honneurs du Saint Siège avec la médaille de Mentana et le titre de chevalier des ordres de Pie IX et du Saint-Sépulcre⁴⁸. Depuis son château de Lafay à Larajasse, il poursuit son engagement d'une autre manière comme notable agrarien et élu local. Dans cette plaine du Forez, l'ancienne noblesse aura souvent recours à ces différentes formes de politisation comme en témoigne la famille de Gatellier, installée en Roannais. Ainsi, Vital Boulard de Gatellier qui a connu le collège de l'exil à Fribourg, est devenu magistrat et châtelain, élevé au titre de comte romain héréditaire,

son fils Alphonse, zouave pontifical et combattant de Mentana, son petit-fils Maurice, notable agrarien⁴⁹.

- 12 Au collège d'Avignon, l'appel à s'engager pour la défense du pape a été également entendu et cette expérience combattante en a fait des héros au sein du groupe des anciens élèves. Leur mémoire demeure avec Octave Caune à Marseille, Maxime de Vanel de Lisleroy à Grenoble et Raoul de Renaud à Valréas⁵⁰. Parmi les anciens zouaves du collège, il y a Justin Garnier, un fils de bonne famille catholique et royaliste de Brignoles⁵¹. C'est à Avignon qu'il fait la connaissance de deux frères, Guy et Alexandre de Retz, venus du Var comme lui⁵². Alexandre meurt en martyr à Mentana en 1867 à l'âge de 24 ans. Sa mère organisera en grande pompe le retour de sa dépouille en 1883 au cimetière du Lavandou, accueillie par son condisciple Justin Garnier. Ce dernier se rend trois semaines plus tard à Frohsdorf pour les funérailles du comte de Chambord. À son retour dans le Var, il se marie, devient le beau-frère du juriste Emmanuel Laugier-Ravanas, lui aussi ancien d'Avignon. Il reçoit en dot le grand domaine de la chartreuse de la Verne à Collobrières, s'investit dans le syndicalisme agricole et la défense des intérêts vinicoles. Il devient alors notable agrarien, trouvant son successeur syndical dans un des fils de la famille Gavoty. Ses funérailles au cimetière de Brignoles en 1910 sont l'occasion de réunir plusieurs des réseaux de cette Provence « blanche » : les anciens élèves du collège d'Avignon, les vétérans des zouaves pontificaux, les jurisconsultes et les notables agrariens, tous unis par des liens familiaux⁵³.

Syndicalisme agrarien et mobilisations de masse

- 13 Avec le démantèlement du corps des zouaves pontificaux en 1870 et l'installation d'une République « républicaine » en 1877, apparaissent d'autres formes de politisation dans lesquelles s'engagent les descendants de ces familles contre-révolutionnaires du Lyonnais et de Provence. Bon nombre d'entre elles possèdent un patrimoine foncier important de terres agricoles et de forêts. Le vote de la loi de 1884 autorisant les syndicats leur ouvre la possibilité d'asseoir leur influence politique dans l'univers des campagnes et de la modernisation agricole. On renoue ici avec l'action de Gabriel de Saint Victor, député du Rhône jusqu'en 1876. Cet ancien du collège de Fribourg est aussi un grand propriétaire dans le Haut-Beaujolais, inspirateur de l'organe légitimiste *La Décentralisation* en 1868 et conseiller du comte de Chambord⁵⁴. Il fonde en 1888 une Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles, affiliée à la Société des Agriculteurs de France de la rue d'Athènes à Paris⁵⁵. Ses effectifs doubleront entre 1900 et 1914 pour atteindre plus de 130 000 membres dans un espace qui s'étend sur dix départements, du Morvan au Vivarais, du Velay jusqu'au Chablais⁵⁶. Le corps des administrateurs de l'Union du Sud-Est témoigne de la force des liens familiaux qui existent entre eux⁵⁷. Plusieurs y ont obtenu leur place en remplacement de leur père, soulignant la volonté de poursuivre la tradition des fondateurs. Jean Dupont représente ainsi son père Émile. Humbert Chatillon entre à l'Union un an après le décès de son père Joseph. Le Drômois Louis de la Boisse remplace son père Jules démissionnaire en 1909 tandis que le grand producteur de noix en Dauphiné, Paul de Montal succède à son père Arthur en 1911⁵⁸. Quant au Forézien Charles de Gatellier, il fait admettre son gendre Camille de Meaux en 1930. Enfin, parmi les représentants ardéchois, les cousinages entre administrateurs sont étroits puisque l'épouse de Jean de Montgolfier est une cousine de Camille Béchettoille⁵⁹. Les sociabilités patriciennes lyonnaises irriguent également ces administrateurs puisque le tiers d'entre

eux est inscrit dans au moins une édition du *Tout-Lyon Annuaire*, sorte de bottin mondain de la ville et de la région lyonnaise⁶⁰.

- 14 Sur le modèle lyonnais, une semblable union syndicale se crée en Provence⁶¹. Son fondateur est Léonce de Villeneuve-Flayosc, marquis de Trans, appartenant à une vieille famille de la noblesse provençale⁶², installée dans le bastion « blanc » de Lorgues dans le Var intérieur. Après vingt-cinq ans de pérégrinations militaires, il se fixe en Provence, au château de Roquefort, près d'Aubagne⁶³. Il s'emploie à fonder en 1889 un syndicat agricole. Deux ans plus tard, il est porté par ses amis, les barons de Gombert, du Roure et de Fabry, à la présidence d'une « Union des Syndicats de Provence ». Grâce à l'intervention active de l'Union du Sud-Est, une fusion va s'opérer en 1895 avec le « Syndicat Vauclusien » pour aboutir à une « Union des Alpes et de Provence » dont le siège est à Marseille. Le neuvième congrès de l'Union en 1905 se tient dans le Var à Brignoles, sous la présidence de Justin Garnier, le héros de Mentana, reconverti dans l'agriculture varoise depuis son retour à la vie civile⁶⁴. Lors du décès du fondateur en 1908, la centrale syndicale rassemble près de 200 syndicats et 50 000 membres répartis sur neuf départements⁶⁵. Son nouveau président est lui aussi une figure du Var « blanc », passée par le collège jésuite d'Avignon. Le juriste Raymond Gavoty appartient à une vieille famille alliée à la noblesse provençale, détenant de vastes domaines agricoles et viticoles dans l'intérieur du département. Son frère Georges devient le secrétaire général de la Société des Agriculteurs de France⁶⁶. Devenu député en 1919 dans l'arrondissement de Brignoles, il incarne le modèle du notable agrarien, conservateur et traditionnel, monarchiste de cœur mais converti aux réalités d'une droite républicaine⁶⁷.
- 15 Autre lieu de reconversion politique pour ces familles contre-révolutionnaires, ce sont les universités catholiques et leurs facultés de droit. Suite à la loi de 1875 relative à la liberté de l'enseignement supérieur, une opportunité est ouverte pour créer un enseignement juridique, détaché du droit positif républicain, confié à des jurisconsultes catholiques. Ainsi, la faculté de droit de l'Université catholique de Lyon constituera longtemps un des pôles de la pensée légitimiste, bien au-delà de 1914⁶⁸. Elle est le fruit de l'action menée par les avocats Lucien Brun, Charles Jacquier, Pierre Ravier du Magny, tous les trois passés par le collège jésuite. Le corps professoral entretient des liens familiaux étroits avec l'organisation syndicale de l'Union du Sud-Est. Le professeur André Gairal de Sérézin est le gendre de l'administrateur agrarien François Donat. Son collègue Ernest Richard, professeur de droit administratif, exerce la fonction de trésorier de l'Union tout en étant le cousin germain d'Émile Dupont, le premier président de l'Union⁶⁹. À cette charge, accède Félix Garcin, avocat et propriétaire de domaines forestiers dans le Massif du Pilat, également professeur d'économie politique à la faculté catholique de droit. Au décès de Joseph Rambaud en 1919, il lui succède dans cette fonction professorale et à la direction du grand quotidien *Le Nouvelliste de Lyon*⁷⁰. Il se présente comme un héritier direct de Joseph Rambaud qui fut ancien élève de Mongré puis zouave pontifical, incarnant lui aussi l'évolution des formes de politisation au sein des milieux contre-révolutionnaires.
- 16 Monarchiste de talent, Joseph Rambaud a été à l'origine d'une grande entreprise de presse, fondée en 1879 par plusieurs anciens condisciples de Mongré⁷¹. Ce quotidien conservateur rayonnera jusqu'en 1944 sur un vaste espace qui correspond à l'influence de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles. Son fils Régis lui succédera à la direction entre 1919 et 1932, portant le tirage du quotidien à 200 000 exemplaires. En Provence, deux anciens du collège d'Avignon devenus juristes, Emmanuel Laugier-Ravanas et Just Guigou, ont tenté de mettre sur pied en 1881 une faculté libre de droit de Marseille mais

sans réel succès⁷². En revanche, le collègue d'Avignon a trouvé dès son origine le soutien d'un gros imprimeur de la ville Joseph Seguin, acquis à la cause du trône et de l'autel. Il est aussi l'éditeur d'un grand journal royaliste *Le Courrier du Midi* que dirige son frère François, ami de Frédéric Mistral⁷³. Devenu directeur et propriétaire du journal, son fils en a fait jusqu'en 1939 un grand quotidien conservateur dans cette Provence « blanche » du Comtat et des Alpes⁷⁴. Sa ligne éditoriale repose sur deux anciens élèves du collège d'Avignon : François Seguin fils et son ami Félix Dignonnet, usant de sa plume de polémiste⁷⁵.

- 17 Enfin, reste à évoquer l'action politique des femmes appartenant à ces familles contre-révolutionnaires. Elles ont su trouver des chemins de politisation originaux en adaptant leur engagement à leur rôle de mère et d'épouse. Lorsqu'est votée la loi sur les associations en juillet 1901, destinée à lutter contre les congrégations, ce sont plus de 600 000 femmes en France qui expriment leur colère en déposant une pétition au Sénat. Privées du droit de vote, elles décident d'agir sur le résultat des élections législatives de 1902 en organisant leur protestation sous la forme d'une ligue féminine, fondée à Lyon. Cette Ligue des Femmes Françaises (LFF) rassemble environ 300 000 femmes en 1905, rayonnant dans tout le Sud-Est de la France⁷⁶. Elle est l'œuvre de deux femmes et d'un jésuite, puisant dans une vision du monde largement façonnée par la culture légitimiste, le catholicisme intransigeant et une spiritualité de combat. Les dirigeantes de ce mouvement de masse sont pour la plupart issues de ces mêmes familles contre-révolutionnaires qui se sont mobilisées par l'engagement masculin des pères, des époux, des fils, des frères ou des cousins. Leur entrée en politique résulte très souvent de la souffrance collective qui a été vécue au sein de ces familles par le culte du martyr, l'expérience de l'exil et l'échec électoral⁷⁷. La fondatrice de la LFF est Jeanne Lestra, une dame de la bourgeoisie catholique lyonnaise, très insérée dans les cercles monarchistes. Son fils Antoine poursuivra cette militance politique. Il épousera en 1920 Germaine de Vaux de Foletier dont l'arrière-grand-père paternel Octave s'est illustré comme « volontaire de Cathelineau » sous la Révolution⁷⁸. La présidente de la LFF est la comtesse de Saint-Laurent, mariée à un représentant d'une famille de la noblesse pontificale dont le fief se situe près d'Uzès. C'est son mariage qui lui permet d'établir la connexion les familles du Midi « blanc », car elle appartient à un vieux lignage de la noblesse comtoise, les Bolot d'Ancier, installés dans l'industrie du verre à Givors. Ainsi, la comtesse de Saint-Laurent a réussi à mobiliser dans le comité de Lyon de la LFF ses cousines Marguerite et Madeleine Descours, deux sœurs d'une famille de rubaniers stéphanois dont l'une a épousé Arthur Jourda de Vaux, un héros de Mentana⁷⁹. Au niveau de la section du Rhône, la présidence de la LFF revient à la baronne Marie-Louise de Longevialle, née de Jerphanion. Elle n'est autre que la nièce de Victor et Frank et la fille d'Alban, les trois frères partis s'enrôler dans le corps des zouaves pontificaux. Son père meurt des suites de ses blessures en 1870 alors qu'elle n'a que trois ans. Cette disparition prématurée lui donne une âme de combattante. Elle épouse en 1892 Louis Falcon de Longevialle, appartenant lui aussi à une vieille famille noble du Velay, installé dans le Beaujolais et connu comme figure du parti royaliste dans le Rhône⁸⁰. Ainsi, toutes ces dames exerçant une responsabilité au sein de la LFF, poursuivent d'une manière ou d'une autre le combat qu'un père, un frère ou un oncle avait mené auparavant, parfois jusqu'au martyr. Elles assurent elles aussi la transmission d'une culture politique au sein des familles auxquelles elles appartiennent.

18 Au terme de ce bref voyage dans les lieux où s'est réfugiée la culture politique « blanche » à la fin du XIX^e siècle, il semblerait que le concept de famille présente une réelle valeur heuristique pour comprendre les mécanismes de pérennisation d'une culture politique. D'abord, les « blancs » apparaissent bien comme une « famille politique », au sens où l'entend Serge Berstein, partageant une même vision de l'histoire, de la société et des institutions, structurée autour d'un idéal philosophique et religieux⁸¹. Mal connue, cette famille politique des « blancs » use peut-être plus que les autres des liens familiaux pour exister en politique. L'importance que revêt l'usage de la généalogie dans ces milieux par la fabrication de nombreux armoriaux, nobiliaires, livres de famille, témoigne de la force des liens qui unissent tous ces lignages entre eux et de leurs étendues démographiques et spatiales. La famille est donc un outil de politisation indispensable pour pérenniser des cultures et des mémoires entre générations différentes. Elle constitue une piste de recherche particulièrement fructueuse, déjà empruntée par les historiens du social comme Yves Lequin et André Burguière. Il convient alors de la revisiter dans le champ de l'histoire du politique, en particulier au sein des droites monarchistes. Nul doute que l'approche par l'entrée familiale pourra permettre de mieux comprendre la perpétuation sur le temps long de pratiques et de systèmes de pensée, jugés archaïques, à l'heure des démocraties républicaines.

NOTES

1. Philippe Levillain, *Albert de Mun. Catholicisme français et catholicisme romain du Syllabus au Ralliement*, Rome, École française de Rome, 1983 ; Eric Phelippeau, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.
2. Jean-Clément Martin (dir.), *Dictionnaire d'histoire de la Contre-Révolution*, Paris, Larousse, 2011 ; Bruno Dumons et Hilaire Multon (dir.), « Blancs » et contre-révolutionnaires en Europe. *Espaces, réseaux, cultures et mémoires (fin XVIII^e - début XX^e siècles)*. France-Italie-Espagne-Portugal, Rome, École française de Rome, 2011.
3. Michel Vovelle, « Midi rouge et Midi blanc : une problématique », *Provence Historique*, n° 148, avril-juin 1987, p. 337-347 ; Serge Berstein et Michel Winock (dir.), *L'invention de la démocratie (1789-1914)*, Paris, Seuil, 2002, p. 232-235.
4. Philippe Secondy, *La persistance du Midi blanc. L'Hérault (1789-1962)*, Perpignan, PUP, 2006 ; Gérard Cholvy, « Le Midi blanc », dans Bruno Dumons et Hilaire Multon (dir.), « Blancs » et contre-révolutionnaires en Europe..., *op. cit.*, p. 93-102 ; Bruno Dumons, « Les "blancs" du Var. Des pratiques politiques inexplorées (1850-1930) », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, numéro spécial n° 7, 2011, p. 29-41.
5. Hélène Becquet, *Marie-Thérèse de France. L'orpheline du Temple*, Paris, Perrin, 2012.
6. Henri Comte de Chambord, *Journal (1846-1883). Carnets inédits*. Texte établi et annoté par Philippe Delorme, Paris, François-Xavier de Guibert, 2009.
7. Bruno Dumons, « Des "blancs" de France à Frohsdorf. Voyages et pèlerinages politiques », *Colloque "Politiques du pèlerinage"*, EA Gerhico-Cerhilim, Universités de Poitiers et de Limoges, Limoges, 14 octobre 2011 (à paraître).
8. *Gabriel de Saint Victor (1824-1893)*, Lyon, Jevain, s. d.

9. Paul Girard, *Une visite au comte de Chambord à Frohsdorf le 14 septembre 1880*, Avignon, Seguin, 1908.
10. Lucien Bely (dir.), *La présence des Bourbons en Europe (XVI^e-XXI^e siècles)*, Paris, PUF, 2003.
11. Paul Chopelin, *Ville patriote et ville martyre. Lyon, l'Église et la Révolution (1788-1805)*, Paris, Letouzey et Ané, 2010.
12. Elizabeth Hardouin-Fugier, « Le souvenir des victimes à Lyon : du cénotaphe (1795) aux chapelles (1906) », dans Bernard Plongeron (dir.), *Pratiques religieuses dans l'Europe révolutionnaire (1770-1820)*, Turnhout, Brepols, 1988, p. 660-668 ; Philippe Dujardin et Pierre-Yves Saunier (dir.), *Lyon. L'âme d'une ville (1850-1914)*, Lyon, ELAH, 1997 ; Paul Chopelin, « Le monument des Brotteaux à Lyon », dans Bruno Dumons et Hilaire Multon (dir.), « Blancs » et contre-révolutionnaires en Europe ..., *op. cit.*, p. 177-196.
13. Antonin Portallier, *Tableau général des victimes et martyrs de la Révolution en Lyonnais, Forez et Beaujolais spécialement sous le régime de la Terreur (1793-1794)*, Saint-Étienne, Théolier, 1911 (supplément publié en 1928) ; Maurice de Boissieu, *Le monument religieux des Brotteaux. Historique. Liste des victimes du siège de Lyon en 1793*, Lyon, Audin, 1925 ; Hervé de Christen, *Familles lyonnaises. Victimes du siège de Lyon en 1793*, Paris, Christian, 2004.
14. Robert Poidebard, *Maurice de Boissieu. Sa vie et ses œuvres (1844-1933)*, Lyon, Société des Bibliophiles Lyonnais, 1934.
15. *Compte-rendu et procès-verbaux des séances de l'Assemblée Provinciale du Lyonnais, Forez et Beaujolais tenue à Lyon, les 3, 4 et 5 mai 1889 à l'occasion du centenaire de 1789*, Lyon, Pitrat, 1890.
16. Antonin Portallier, *Tableau général des victimes et martyrs de la Révolution...*, *op. cit.*, p. 32-33.
17. Laurence Americi et Xavier Daumalin, *Les dynasties marseillaises de la Révolution à nos jours*, Paris, Perrin, 2010, p. 349 sq.
18. *Compte-rendu de l'assemblée provinciale de Provence tenue à Aix les 11 et 12 mai 1889 à l'occasion du centenaire de 1789*, Marseille, Imprimerie Marseillaise, 1890.
19. *Tout-Marseille*, 1911 ; Jean-Rémy Palanque (dir.), *Le diocèse de Marseille*, Paris, Letouzey et Ané, 1967, p. 271-275.
20. Bruno Dumons, *Les Dames de la Ligue des Femmes Françaises (1901-1914)*, Paris, Cerf, 2006, p. 271-272.
21. Sur le cas de la province de Franche-Comté : Claude-Isabelle BreLOT, *La noblesse réinventée. Nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Paris, Les Belles Lettres, 1992, p. 871-876.
22. Henri De Jouvencel, *L'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789. étude historique et généalogique*, Lyon, Brun, 1907 ; *id.*, *L'assemblée de la noblesse du bailliage de Forez en 1789. Étude historique et généalogique*, Lyon, Brun, 1911.
23. Jules Villain, *La France moderne. Dictionnaire généalogique, historique et biographique*, vol. 1 : *La Haute-Loire*, Saint-Étienne, Théolier, 1906 ; *La France moderne. Dictionnaire généalogique, historique et biographique*, vol. 2 : *Drôme et Ardèche*, Saint-Étienne, Théolier, 1908 ; Florentin Benoit d'Entrevaux, *Armorial du Vivarais*, Privas, Laurent, 1908 ; Noribulus (pseudonyme de Louis Brun), *Le livre d'or du Velay*, Lyon, Brun, 1910 ; Léon Rostaing, *La famille de Montgolfier. Ses alliances, ses descendants*, Lyon, Rey, 1910 ; Georges Paul, *Armorial général du Velay*, Paris, Champion, 1912 ; Gaston Jourda de Vaux, *Les Jourda de Vaux, leurs alliances, leurs anciens fiefs. Étude généalogique et héraldique*, Le Puy, Peyriller-Rouchon et Gamon, 1918.
24. Gaston Jourda de Vaux, *Le nobiliaire du Velay et de l'ancien diocèse du Puy*, Le Puy, Imprimerie Peyrillier, 1924-1925 puis Imprimerie « La Haute-Loire », 1925-1933.
25. Gaston Jourda de Vaux, *Les Jourda de Vaux, leurs alliances...*, *op. cit.*, p. 2.
26. Jules De Terris, *La noblesse d'Avignon et du Comtat Venaissin*, Rome, Collège d'Héraldique, 1904 ; René Borricand, *Nobiliaire de Provence*, t. 2, Aix-en-Provence, Borricand, 1975, p. 1183-1184.
27. Scipion Du Roure, *Les anciennes familles de Provence*, 23 vol., Paris, Champion, 1906-1907.
28. Lionel D'Albiousse, *Les fiefs nobles du château ducal d'Uzès*, Uzès, Malige, 1906.

29. Lionel D'Albiousse, *Vie du comte d'Albiousse. Lieutenant-colonel des zouaves pontificaux*, Uzès, Malige, 1911.
30. Bruno Dumons, « Exils jésuites, réseaux romains et mémoires “blanches”. La naissance d'une fraternité politique au collège Saint-Michel de Fribourg (1827-1847) », *Schweizerische Zeitschrift für Religions und Kulturgeschichte. Revue Suisse d'Histoire Religieuse et Culturelle*, 2012, p. 57-70.
31. Gérard Gaudin, *Le royalisme dans les Bouches-du-Rhône (1876-1927). De la fidélité à l'idéologie : contribution à l'étude des « Blancs » du Midi*, thèse de doctorat d'État, Université Aix-Marseille I, 1978.
32. Gersende Le Jariel, *Lucien Brun ou le légitimisme absolu (1822-1898)*, thèse de doctorat, Université Lyon III, 2000.
33. Xavier De Montclos (dir.), *Dictionnaire du monde religieux pour la France contemporaine*, vol. 6, Paris, Beauchesne, 1994, p. 383-384.
34. *Gabriel de Saint Victor (1824-1893)*, op. cit.
35. Nicole Verney-Carron, *Le ruban et l'acier. Les élites stéphanoises au XIX^e siècle*, Saint-Étienne, PUSE, 1999 ; Gérard-Michel Thermeau, *Les patrons du Second Empire*, vol. 11 : Loire, Saint-Étienne, Paris, Picard, 2010.
36. Xavier De Montclos (dir.), *Dictionnaire du monde religieux de la France contemporaine*, vol. 6, op. cit., p. 280-283.
37. Bruno Dumons, « Jurisconsultes et professeurs de droit à l'Université Catholique de Lyon. Réseaux sociaux et cultures politiques (1870-1940) », dans Jean-Christophe Gaven et Frédéric Audren (dir.), *Les facultés de droit de province aux XIX^e et XX^e siècles*, t. 3, Toulouse, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2011, p. 43-58.
38. *Bulletin annuel de l'association amicale des anciens élèves de Notre-Dame de Mongré (1869-1920) et Les Nouvelles de Mongré (1821-1941)*.
39. Bruno Dumons, « Fraternités politiques en Provence “blanche”. Les anciens élèves du collège jésuite Saint-Joseph d'Avignon (1849-1939) », *Colloque « La fraternité en actions (1820-1924) »*, École Française de Rome, 10-12 mai 2012 (à paraître).
40. *Liste des anciens élèves du collège Saint-Joseph (1849-1883)*, Avignon, Seguin, 1883, p. 98-101.
41. *Ibid.*, p. 68-71.
42. *Bulletin de l'Association amicale des anciens élèves du collège Saint-Joseph d'Avignon (1876-1931) ; Autrefois. Aujourd'hui*, (1931-1946).
43. Gérard Gaudin, « L'Action Française en Provence », dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action Française. Culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 257-266.
44. *Collège Saint-Joseph d'Avignon, annuaire 1933-1934*, p. 4 ; *Autrefois. Aujourd'hui*, 1^{er} trimestre 1946, p. 11-12.
45. *Livre d'or des élèves du pensionnat de Fribourg en Suisse (1827-1847)*, Montpellier, Grollier, 1889.
46. Henri Pansu, *Claude-Joseph Bonnet. Soierie et société à Lyon et en Bugey au XIX^e siècle*, vol. 2, Lyon-Juifurieux, s. n., 2012, p. 403.
47. Gaston Jourda de Vaux, *Les Jourda de Vaux, leurs alliances...*, op. cit., p. 25.
48. *Frank de Jerphanion (1844-1900)*, Lyon, Jevain, 1901, p. 12-15.
49. François Lavallée, *Maurice de Gatellier (1861-1916)*, Paris, Beauchesne, 1923.
50. *Bulletin de l'Association...*, mars 1900, p. 351-353 et juillet 1912, p. 387-388 ; Jules Villain, *La France moderne...*, vol. 2, op. cit., p. 942.
51. Louis Clapier, *Les zouaves pontificaux du Var. Le Comte Alexandre de Retz et les douze autres zouaves pontificaux à Rome et en France*, Le Beausset, Capelle, 1912, p. 390 sq. ; Bruno Dumons, « “Blancs de Provence”. Zouaves pontificaux et notables agrariens dans le Var (1870-1940) », *Provence Historique*, n° 225, juillet-septembre 2006, p. 289-290.
52. *Ibid.*, p. 167 sq. ; *Bulletin de l'Association...*, juillet 1910, p. 371-372.
53. *Le Journal de Brignoles*, 17 avril 1910 ; *Bulletin de l'Association...*, avril 1910, p. 315-316.

54. Xavier De Montclos (dir.), *Dictionnaire du monde religieux pour la France contemporaine*, vol. 6, *op. cit.*, p. 383-384.
55. Sur la composition du premier bureau : Gilbert Garrier, « L'Union du Sud-Est des syndicats agricoles avant 1914 », *Le Mouvement Social*, n° 67, avril-juin 1969, p. 21 ; Christian Ponson, *Les Catholiques lyonnais et la Chronique Sociale (1892-1914)*, Lyon, PUL, 1979, p. 45-47.
56. Claude Silvestre, *L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles*, Lyon, Legendre, 1900 ; Pierre Barral, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, FNSP, 1968, p. 13 et 131 ; Gilbert Garrier, « L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles avant 1914 », *art. cit.* ; *id.*, *Paysans du Beaujolais et du Lyonnais (1800-1970)*, Grenoble, PUG, 1973, p. 518-522.
57. Bruno Dumons, « Réseaux identitaires et élites agrariennes. Les administrateurs de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles (1888-1940) », dans Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud (dir.), *Au nom de la terre. Agrarisme et agrariens en France et en Europe du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, p. 235-255.
58. *Bulletin de l'USESA*, 15 décembre 1909, p. 232 ; *Le Sud-Est Paysan*, 19 mars 1944.
59. Léon Rostaing, *La famille de Montgolfier...*, *op. cit.*
60. Bruno Dumons, « Noblesses lyonnaises et pratiques urbaines dans la première moitié du XX^e siècle : l'image du *Tout-Lyon Annuaire* », dans Claude-Isabelle Brelot (dir.), *Noblesses et villes (1780-1950)*, Tours, MSV, 1995, p. 261-27 ; Bruno Dumons, « Ainay, le quartier noble et catholique de Lyon ? », dans Annie Fourcaut (dir.), *La Ville divisée. Les ségrégations urbaines en question, France, XVIII^e-XX^e siècles*, Grâne, Créaphis, 1996, p. 376-393.
61. Bruno Dumons, « "Blancs de Provence". Zouaves pontificaux et notables agrariens dans le Var (1870-1940) », *art. cit.*, p. 293-302.
62. Hippolyte De Villeneuve, *Histoire de Sainte Roseline de Villeneuve*, Paris, Putois-Cretté, 1867 ; Romée De Villeneuve, *Notice sur les Villeneuve*, Lyon, Rey, 1926, p. 92-95 ; *id.*, *Histoire de la maison de Villeneuve en Provence. Généalogie et preuves des nouvelles générations de 1850 à nos jours*, Fontenay-le-Comte, Lorion, 1989.
63. *Ibid.*, p. 95-99 ; *Le Marquis de Villeneuve-Trans et les syndicats agricoles de Provence (1889-1908)*, Lyon, Vitte, 1916, p. 31.
64. *Bulletin de l'Union des Alpes et de Provence*, 1910, p. 198.
65. *Les Alpes et la Provence*, juin 1909.
66. *Les Alpes et la Provence*, décembre 1923.
67. *Alpes et Provence*, 31 janvier 1937 ; Jacques Girault, Jean-Marie Guillon et Ralph Schor, *Le Var de 1914 à 1944*, Nice, CRDP, 1985, p. 70.
68. Bruno Dumons, « Jurisconsultes et professeurs de droit... », *art. cit.*
69. *Bulletin de l'USESA*, septembre 1922 ; *Le Nouvelliste de Lyon*, 30 août 1922.
70. *L'Agriculteur du Sud-Est*, 7 mai 1969, p. 10 ; Xavier De Montclos (dir.), *Dictionnaire du monde religieux...*, *op. cit.*, p. 194-195.
71. Louis De Vaucelles, *Le Nouvelliste de Lyon et la défense religieuse (1879-1889)*, Paris, Les Belles Lettres, 1971.
72. *Bulletin de l'Association...*, décembre 1905, p. 339-340. Sur cette institution, la série F 17 des Archives nationales détient quelques documents, aimablement communiqués par Catherine Fillon.
73. *Bulletin de l'Association...*, octobre 1910, p. 432-433 ; *Vaucluse. Dictionnaire, annuaire et album*, Paris, Flammarion, s. d., p. 657.
74. *Bulletin de l'Association...*, octobre 1930 - mars 1931, p. 176-180.
75. *Ibid.*, p. 179.
76. Bruno Dumons, *Les Dames de la Ligue des Femmes Françaises (1901-1914)*, *op. cit.*
77. Bruno Dumons, « Souffrir en politique. Dames "blanches" et jésuites au temps de la République (1880-1914) », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, n° 18, 2012/2, p. 113-126.

78. Gaston Jourda de Vaux, *Les Jourda de Vaux, leurs alliances...*, op. cit., p. 25-28 ; id., *Le nobiliaire du Velay et de l'ancien diocèse du Puy*, t. 3, op. cit., p. 157-158.

79. Bruno Dumons, *Les Dames de la Ligue des Femmes Françaises (1901-1914)*, op. cit., p. 280.

80. *Ibid.*, p. 270.

81. Serge Berstein (dir.), *Les familles politiques en Europe occidentale au XX^e siècle*, Rome, École française de Rome, 2000, p. 1-5.

RÉSUMÉS

L'Histoire des « blancs » dans l'historiographie politique de la France contemporaine s'apparente le plus souvent à l'histoire d'une longue agonie au XIX^e siècle. La perte progressive des mandats politiques nationaux puis locaux au profit des républicains a conduit les partisans de l'Ancien Régime et de la Contre-Révolution à se désengager des processus de l'élection et du vote. Mais la culture politique « blanche » n'a pas pour autant disparu. Elle s'est perpétuée grâce à la vitalité de réseaux familiaux sur plusieurs générations, contribuant à fabriquer des cultes mémoriels et des généalogies familiales, à entretenir des fraternités jésuites et des expériences combattantes et à susciter des engagements syndicaux et partisans.

The history of the “Whites” in contemporary France’s political historiography is often that of a long decline that runs over the course of the nineteenth century. The gradual loss to the Republicans of national and local political mandates drove the partisans of the “Ancien Régime” and counter-revolution to disengage from electoral processes. However, “White” political culture did not altogether disappear. It was perpetuated over generations due to the vitality of family networks, with the creation of memorial cults and genealogies, the survival of Jesuit fraternities and the perpetuation of active involvement in syndicates and political parties.

INDEX

Keywords : “White” political culture, family networks, genealogy, Jesuit colleges, papal zouaves, agrarism

Mots-clés : culture politique « blanche », réseaux, généalogies, collèges jésuites, zouaves pontificaux, agrarisme

AUTEUR

BRUNO DUMONS